

Jean Pisani-Ferry : « Face au déchaînement spectaculaire de Donald Trump, l'Europe doit définir sa boussole géo-économique »

CHRONIQUE



Jean Pisani-Ferry

professeur d'économie à Sciences Po (Paris), à l'Institut Bruegel (Bruxelles) et au Peterson Institute for International Economics (Washington)

L'Union européenne doit trier, dans les projets que pousse le président américain, ce qui relève de l'inacceptable et ce qui relève du tolérable, estime l'économiste dans sa chronique au « Monde ».

Publié le 01 février 2025 à 05h00 | Lecture 4 min.

Depuis le 20 janvier, le président américain, Donald Trump, a promulgué une soixantaine de décrets (*executive orders*) qui couvrent une gamme étendue de sujets – de l'expulsion en masse des immigrés clandestins à la refonte de la politique familiale et à la redéfinition de la politique énergétique. Leur trait commun est qu'ils visent à ouvrir une nouvelle ère pour

l'Amérique et pour le monde. Le radicalisme de leur ambition est sans précédent depuis des décennies. Même Ronald Reagan, élu en 1980, s'était montré plus mesuré.

Les menaces sur le Groenland et la volonté de reprendre possession du canal de Panama, vingt-cinq ans après la rétrocession de celui-ci, témoignent parallèlement du fait que Donald Trump ne se s'lié par aucune norme internationale et qu'aucun accord, même formellement ratifié, ne fait à ses yeux obstacle à l'affirmation de la puissance américaine. Pour lui, « America first » doit s'entendre au sens strict.

Face à ce déchaînement spectaculaire, l'Europe est tétanisée. Comme des lapins éblouis par les phares d'une voiture, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont agités en tous sens, incapables qu'ils étaient de s'accorder sur une réponse coordonnée. Même la menace d'une prise de contrôle du Groenland – pourtant formellement partie de l'Union européenne – n'a pas, jusqu'ici, suscité de réponse commune.

Cette semaine, la Commission a publié un projet de « *boussole de compétitivité* » présenté comme une réponse aux initiatives de Donald Trump. Si la volonté doit être saluée et si certains projets – union de l'épargne et de l'investissement, statut commun pour les start-up innovantes, simplification réglementaire – vont dans le bon sens, il est excessif d'y voir une « réponse à Trump ».

Comportement de prédation

Outre qu'il ne s'agit, à ce stade, que d'orientations, et non d'une décision commune, les propositions formulées dans ce texte relèvent pour la plupart de la mise en œuvre de recommandations issues des rapports d'Enrico Letta (avril 2024) et de Mario Draghi (septembre 2024). L'élection de Donald Trump et ses premières décisions ont probablement joué un rôle d'accélérateur. Mais la plupart des propositions auraient été identiques si Kamala Harris occupait le bureau Oval.

La question stratégique demeure donc ouverte. Le 15 janvier, au cours de son audition au Sénat américain, Marco Rubio, le secrétaire d'Etat, s'est exprimé sans ambages. « *L'ordre global de l'après-guerre n'est pas seulement dépassé. Il est devenu une arme utilisée contre nous.* » C'est dans ce contexte que l'Europe doit définir sa boussole géo-économique.

Cela implique de séparer l'inacceptable du tolérable, de reconnaître les points sur lesquels Donald Trump a raison, de définir des pistes pour d'éventuelles négociations et de déterminer les domaines dans lesquels l'Europe peut – et doit – se passer des Etats-Unis. C'est sur une telle stratégie que les Européens doivent s'entendre, quitte à reconnaître qu'ils ne sont pas tous d'accord entre eux mais qu'ils s'accordent sur la manière de gérer leurs différends et sur la latitude laissée aux Etats les plus allants d'avancer sans attendre les plus timides.

L'inacceptable, ce sont d'abord les infractions à la Charte des Nations unies, en particulier l'annexion forcée de territoires. Permettre que les Etats-Unis déplacent leurs frontières contre la volonté des pays voisins serait contraire aux principes formulés dès 1941 par Churchill et Roosevelt dans la Charte de l'Atlantique, sur la base de laquelle s'est construit l'ordre multilatéral de l'après-guerre. Ce serait valider un comportement de prédation tel que celui de la Russie à l'égard de l'Ukraine.

Comment se passer des Etats-Unis ?

L'inacceptable, c'est ensuite une approche purement transactionnelle de l'échange international, au gré de laquelle le plus fort finit par imposer sa loi. Les principes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (1947-1995) ne sont certes pas sans reproche, et la volonté, à la faveur de son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, de faire converger la Chine vers le modèle de capitalisme de marché en vigueur aux Etats-Unis était trop naïve pour ne pas se heurter à la réalité. Il n'empêche que les principes multilatéraux maintiennent un certain équilibre des droits et devoirs entre les parties prenantes à l'échange. L'Europe, qui s'est construite comme une communauté de droit, ne peut accepter que cet héritage se dissipe. Il est de son devoir de le dire avec force.

Cela ne veut pas dire que Donald Trump ait tort sur tout. Il a, bien sûr, raison lorsqu'il met en exergue le déséquilibre des dépenses de défense entre les Etats-Unis et l'Europe, et réclame un effort accru de la part de partenaires trop habitués à bénéficier à peu de frais de la protection du parapluie américain.

Et il n'a pas tort, non plus, lorsqu'il met en cause l'excédent de la balance européenne des paiements, en particulier le surplus allemand, dont la cause première est la faiblesse de l'investissement outre-Rhin. Nous devons entendre ces reproches et œuvrer rapidement à y répondre.

Enfin, la sortie de l'accord de Paris sur le climat et la volonté d'exploiter sans vergogne les ressources fossiles des Etats-Unis sont dangereuses, bien sûr, et le décret Libérer l'énergie américaine est un monument d'irresponsabilité de la part d'un pays déjà vorace en énergie. Mais ce n'est pas une violation formelle par Washington de ses engagements internationaux. L'accord de Paris laisse chaque pays libre de déterminer l'étiage de ses efforts, dans le cadre d'une action collective visant à limiter le réchauffement. Plutôt que de s'en prendre à son grand partenaire, l'Europe – y compris, en l'espèce, le Royaume-Uni – doit chercher à se passer de lui. Un accord avec la Chine, le Brésil et, peut-être, l'Inde aurait valeur de signal.

« Gouverner, c'est choisir », disait Mendès France. Il est temps que l'Europe s'en rende compte, décide ce sur quoi elle s'oppose à Donald Trump, ce sur quoi elle s'adapte, ce sur quoi elle négocie et ce pour quoi elle recherche d'autres partenaires.

Jean Pisani-Ferry (professeur d'économie à Sciences Po (Paris), à l'Institut Bruegel (Bruxelles) et au Peterson Institute for International Economics (Washington))

